

## Christianisme et développement

par Pierre VITTOZ

C'est une longue histoire. Nous n'avons pas l'intention d'en dévider tout le fil, mais il faut en rappeler quelques points pour en montrer la réalité pratique avant de dégager l'enseignement chrétien qui y est lié, et de suggérer que certaines questions se posent à nouveau.

La première époque où les chrétiens se préoccupèrent particulièrement de ce que nous appelons aujourd'hui le développement remonte au haut moyen âge. Avec l'effondrement de l'Empire romain et l'arrivée en masse des Germains, l'Eglise devint non seulement une puissance autour de la Méditerranée, mais aussi la principale héritière de la culture et des techniques de l'antiquité. De nombreux chrétiens eurent conscience qu'ils pouvaient et devaient transmettre aux nouveaux venus ce qu'ils conservaient eux-mêmes de savoir-faire agricole et artisanal, autant que culturel.

Les plus en vue dans ces activités proprement civilisatrices furent des hommes sur les intentions et l'œuvre desquels on s'est souvent mépris depuis lors : les moines.

Saint Benoît (vers 529) mit dès le début en évidence la valeur du **travail manuel** parallèlement à celle de l'**étude**. La culture du sol et les métiers furent pratiqués par les bénédictins autant que la copie (manuelle, bien sûr) des œuvres littéraires de l'antiquité païenne et chrétienne. Les bénédictins jouèrent dès le VIII<sup>e</sup> siècle un grand rôle dans divers aspects de la civilisation occidentale.

Les monastères ne furent certes pas toujours respectés par les bandes armées des invasions germaniques puis par les troupes des seigneurs pillards dont l'Europe était infestée. Leur situation était pourtant meilleure que celle des villageois qui subissaient toutes les misères de ces temps chaotiques. Ils purent accueillir les paysans victimes des armées, et leur fournir du travail en même temps que quelque sécurité.

D'autres ordres se créèrent, dont les membres insistèrent à nouveau sur le travail manuel au point d'être à l'origine du développement économique de l'Europe. Les plus connus sont les cisterciens, que l'on représente volontiers porteurs d'une grande hache d'abattage, et dont on a dit qu'ils furent les défricheurs de l'Europe occidentale. Leurs activités furent déterminantes dans la réduction des forêts, et leurs « granges » ou exploitations agricoles furent longtemps des modèles du genre.

Les moines furent des pionniers dans la culture des arbres fruitiers et de la vigne, et dans la fabrication des produits laitiers — comme le rappellent encore aujourd'hui plusieurs marques de fromage !

Mais ils ne se contentèrent pas de cela, et entreprirent bien d'autres « activités de développement » : construction de bâtiments admirables et qui ont résisté à plusieurs siècles, poterie, verrerie, menuiserie et diverses formes de l'artisanat, à une époque non-industrielle où l'artisanat était à la pointe du progrès. On connaît les ordres « hospitaliers », précurseurs de nos organismes médicaux. On sait moins que les moines « pontifes » s'étaient spécialisés dans la construction des ponts parce qu'ils avaient compris l'importance des voies de communication pour le bien de la société.

Vers 850, le moine Cyrille fut envoyé de Constantinople pour évangéliser les Slaves de Hongrie et de Pologne. Devenu expert dans la langue slavonne, Cyrille mit au point un alphabet adapté à cette langue, dans laquelle il traduisit une partie de la Bible et composa une liturgie. Cet alphabet, qui est un jalon dans l'histoire slave, et le point de départ de toute une littérature, fut simplifié et devint l'actuel alphabet russe ou cyrillique. Si c'est le plus marquant, ce n'est qu'un parmi d'innombrables cas où des missionnaires chrétiens fixèrent une langue par l'écriture et amorcèrent le développement culturel d'une nation.



Voilà longtemps que la remarque suivante a été faite : les pays traditionnellement chrétiens sont des pays riches. On peut même remarquer que tous les pays où le protestantisme est solidement installé (Allemagne, Scandinavie, Pays-Bas, Suisse, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada, Australie et Afrique du Sud) sont parmi les plus riches et les plus développés. La question se pose inmanquablement : Y a-t-il une coïncidence, ou un rapport de cause à effet ? Parmi les réponses — et elles sont variées — il faut mentionner celle-ci : le protestantisme, et particulièrement les doctrines de Jean Calvin, ont favorisé le développement de l'individualisme, de l'instruction scolaire, de la libre entreprise et du capitalisme — tous éléments qui sont reconnus comme contribuant à la prospérité. C'est clair pour les trois premiers de ces éléments : l'enseignement biblique, et surtout l'enseignement de l'Eglise, ont constamment mis en évidence la personne individuelle, sa foi personnelle, sa connaissance de la doctrine chrétienne, sa moralité et sa valeur. Les protestants se reconnaissent volontiers dans un portrait-robot qui les décrit comme instruits, libres, individualistes et même frondeurs.

Pour le capitalisme, c'est plus complexe. D'abord il est évident que certains Européens n'attendraient pas les réformateurs pour s'enrichir, et il y avait en France, en particulier chez les drapiers, des fortunes très rondelettes avant la naissance de Jean Calvin.

Calvin insistait sur la souveraineté de Dieu dans la vie journalière du croyant, et sur les bénédictions présentes et futures accordées par Dieu à ceux qui ont été à l'avance destinés à la vie éternelle. Calvin a souvent été critiqué pour cette fameuse doctrine de la prédestination qui semble fixer le futur d'avance, et faire de Dieu une puissance injuste. Les calvinistes ne prirent pourtant pas cette rigueur qu'ils attribuaient à Dieu comme excuse pour être paresseux ou immoraux. Au contraire ils se montrèrent travailleurs et honnêtes, soucieux de montrer par leur conduite journalière que Dieu les avait choisis. Ils mirent même très fortement l'accent sur les implications concrètes de la vie chrétienne dans ce monde. A Genève, le calvinisme ne resta pas une collection de doctrines abstraites ; il fut incorporé dans des lois que l'Eglise et l'Etat firent appliquer par les fonctionnaires et les pasteurs. Même l'économie de la ville fut modelée par Calvin. Il encouragea le commerce et l'artisanat, en particulier la fabrication de drap. Surtout, pour notre propos, il stimula le système capitaliste en permettant le prêt d'argent avec intérêt ; ce n'était pas une nouveauté, mais il est vrai que l'Ancien Testament interdisait le prêt à intérêt entre Juifs, et le moyen âge chrétien avait regardé le système avec méfiance. Calvin, lui, l'autorisa nettement, tout en légiférant contre l'usure.

Plus pourtant que le capitalisme, c'est un état d'esprit que la réforme et le calvinisme stimulèrent en Europe, un état d'esprit selon lequel, Dieu nous ayant accordé de nombreux bienfaits, les chrétiens doivent lui montrer leur reconnaissance en utilisant ces bienfaits, en faisant travailler les muscles et l'intelligence que Dieu leur a donnés, en faisant fructifier la terre, le bétail et l'argent dont Dieu les a entourés. C'est ainsi que se développa un sens du zèle au travail, du succès et de la prospérité, fondation de ce qu'on appelle volontiers la morale protestante, une des forces majeures du développement du monde occidental depuis cette époque, en particulier chez les Anglo-Saxons.

Le mouvement missionnaire moderne, tant catholique que protestant, est jalonné de bout en bout d'une stimulation au développement économique et social semblable à celle du moyen âge, — quoique les exemples en soient moins éloquentes du fait que les animateurs sont souvent membres de sociétés riches, techniques, dynamiques, fascinées par l'école et l'hôpital.

En nous limitant au Cameroun, pour éviter une dispersion fastidieuse, mentionnons pourtant quelques exemples typiques, ne serait-ce que par

reconnaissance envers des hommes qui ont imprimé leur marque au développement du pays :

Le premier est un descendant d'esclaves, un Noir de la Jamaïque, injustement oublié aujourd'hui. En 1844, Joseph Merrick s'installa à Bimbia (Victoria), ouvrit une petite imprimerie et publia un premier livre d'école dans la langue duala. Son influence, humanitaire et pacifique, sur le roi William de Bimbia fut telle que celui-ci fit abolir la traite des esclaves dans son domaine.

Quelques années plus tard, un Anglais, l'illustre Alfred Saker, aux activités innombrables, créa une école industrielle. Il commença par la fabrication des briques, puis il enseigna divers métiers artisanaux et le jardinage en introduisant des légumes européens. Peu à peu ces activités prirent une telle envergure que la ville se distingua par le nombre de ses artisans qualifiés. Critiqué pour employer son temps à des occupations terre à terre, il répondit : « J'estime qu'il faut aller rendre visite à un homme dans sa maison, sympathiser avec ses soucis et ses intérêts, et l'aider à imaginer une meilleure situation et les moyens d'y arriver ».

Ce sens social ne fut pas l'apanage des étrangers. Le Camerounais Georges Nkwe, probablement Bamiléké, pasteur dès 1866, mais esclave du roi Akwa (à qui il versait une partie du salaire qu'il gagnait à traduire la Bible !), joua un grand rôle comme conseiller et pacificateur des Duala, auxquels il évita souvent des violences.

Plus près de nous, il est presque inutile de mentionner les grandes entreprises médicales élevées à Ebolowa, Efok et bien d'autres endroits par protestants et catholiques, tant elles sont connues et tant elles participent visiblement au progrès social du pays. Pionniers du développement, les chrétiens le furent dans l'animation de la jeunesse comme dans l'enseignement ménager, dans l'agriculture comme dans la recherche linguistique.

Dans le domaine de l'école, donnons un seul chiffre : En 1933, la Mission presbytérienne américaine (Centre-Sud) à elle seule finançait et contrôlait trois cents écoles primaires en langues vernaculaires. Le gouvernement n'encouragea jamais cet effort, auquel les subsides furent refusés pour le motif que les moniteurs manquaient de diplômes, donc de compétence en... langue française.

Quant au domaine agricole, s'il fut touché de façon sporadique jusqu'en 1955, les Eglises ont aujourd'hui un réseau d'exploitations-pilotes et de fermes-écoles où la compétence et la volonté ont largement compensé la maigreur des moyens. C'est ainsi que, sans aucun capital, et d'ailleurs sans en tirer aucun bénéfice, la ferme-école de Libamba a réussi à lancer l'élevage des poules et à en faire un commerce prospère dans le Sud-Cameroun.

Voilà quelques faits qui montrent que les chrétiens ne sont pas les derniers à se soucier des sociétés défavorisées et à agir dans le domaine du développement. Mais quelle est aujourd'hui leur ligne d'action et de pensée ?

Les pays dits occidentaux connaissent depuis le milieu de ce siècle une prospérité extraordinaire, dont il ne m'appartient pas de juger dans quelle proportion elle est méritée par un travail acharné ou coupable d'exploitation ethnique et néo-coloniale. Dans ce climat de prospérité inouïe et aussi de découvertes scientifiques et médicales sans précédent, le contentement s'est installé, les tendances matérialistes ont grandi, et la confiance a été accordée au nouveau dieu qu'est la technique. On a l'impression de vivre dans un monde scientifique et laïc, où les questions religieuses sont secondaires, folkloriques même. L'Eglise risque d'être laissée de côté et considérée comme superflue.

Nous vivons dans un Etat laïc. Je tiens — par conviction et non par complaisance — à affirmer que c'est excellent. Je suis heureux d'être l'hôte d'un pays dont le gouvernement n'a pas partie liée avec une communauté religieuse particulière, mais assure la liberté de croyance de tous et protège les minorités religieuses. En même temps, une constatation banale reconnaît que la neutralité religieuse des Etats modernes (je n'appelle pas le Portugal un Etat moderne...) est propice à la croissance d'une idée fautive : l'idée de la séparation entre un domaine religieux et un domaine économique-politique. Conformément à la « théologie des deux règnes » de Martin Luther, il est devenu courant chez les chrétiens de tradition protestante de séparer un monde religieux et spirituel d'un monde social volontiers appelé « séculier ».

Les penseurs chrétiens contemporains s'élèvent catégoriquement contre ce partage de la vie. L'optique chrétienne du monde a changé. Nous reconnaissons maintenant que l'homme forme un tout qui ne se divise pas en domaine religieux et domaine politique. La génération chrétienne d'après-guerre ne se considère plus comme opposée au monde et à la culture séculière, mais elle participe aux mêmes doutes, joies, et espoirs que ses compagnons qui ne croient pas. C'est ainsi que surgit depuis 1960 une théologie « séculière » très soucieuse du monde sécularisé.

Ce désir d'abandonner la distinction entre « le sacré » et « le monde » existait avant 1960. Il grandissait parmi les chrétiens un sentiment que les Eglises s'étaient constituées en clubs fermés ou en ghettos contrairement à leur vocation, et qu'elles devaient désormais sortir de leurs paroisses et institutions pour s'engager pleinement au service du monde. Des chrétiens furent ainsi poussés à entrer profondément dans l'action sociale et civique, même dans la politique active. Ce fut le cas même de théo-

logiens, qui s'étaient traditionnellement tournés vers l'élite intellectuelle. L'opposition que les théologiens allemands s'étaient sentis obligés de mener contre la dictature hitlérienne a profondément sensibilisé la génération actuelle aux questions d'économie politique. On se réfère tout spécialement au professeur Bonhoeffer, qui poussa l'engagement politique jusqu'à participer à une tentative d'assassinat sur le dictateur nazi, et dont les écrits continuent à inspirer beaucoup de ceux qui réclament un « christianisme sécularisé ».

Avec la théologie du christianisme sécularisé, il faut au moins mentionner la théologie de l'espérance. C'est une tentative faite pour ramener les chrétiens à la conscience constante des promesses de Dieu — que possédait l'Eglise primitive. La prédication traditionnelle a fixé la pensée des chrétiens sur ce qui doit se passer à la fin du monde : le retour du Christ et le jugement dernier. En réléguant ces événements au « dernier jour » on leur a enlevé leur valeur critique et dynamique. La doctrine actuelle de l'espérance regarde le futur et marche vers l'avenir, mais en même temps et pour cela elle veut transformer, révolutionner même le présent dans ce qu'il a d'injuste et d'exploiteur. La foi chrétienne devient ainsi une source d'énergie tendant à accomplir le bien et la justice maintenant, à la lumière de l'avenir promis et qui vient. En vivant dans cette perspective, nous pouvons dépasser le désespoir et l'échec du sous-développement et des situations bloquées par des forces telles que le néo-colonialisme ou le racisme, et trouver une énergie capable de les affronter et de les vaincre.

Le mouvement œcuménique n'a pas — pas encore — atteint tous ses objectifs, tant s'en faut, de réconciliation des chrétiens. Dans un domaine au moins il est arrivé en quelques années à un accord et à une collaboration entre protestants, anglicans, orthodoxes et catholiques romains : celui qu'on appelle Société-Développement-Paix. Cet accord montre d'une part que la notion de développement doit être encadrée de toute une vision sociale et politique, et d'autre part que l'enseignement biblique auquel nous nous référons est suffisamment clair et univoque pour faire l'unanimité dans ce champ de réflexion et d'action.

En effet, avec l'exception incompréhensible de groupements boer d'Afrique du Sud, les chrétiens sont unanimes à lire dans la Bible :

- la dignité de tous les humains sans référence à leur appartenance sociale, raciale ou autre ;
- l'égalité foncière et réelle de tous les hommes ;
- le refus de la domination et de l'exploitation de l'homme par l'homme ;
- la volonté de libérer les humains des maux matériels et sociaux ;
- l'ordre de servir non seulement le prochain individuel, mais la communauté civile et la société dans son ensemble.

Cette unité de vues sur ces questions permet aux Eglises d'agir depuis une demi-douzaine d'années avec une efficacité et une rapidité qui ont étonné de nombreux fidèles, et même plus d'un gouvernement. Ce fut une surprise quand les analyses faites en rapport avec le Concile du Vatican, puis avec la Conférence « Eglise et Société » à Genève, montrèrent que le développement passait par une révision des mécanismes économiques et des structures politiques non seulement dans le tiers-monde, mais aussi, et peut-être surtout, dans les pays riches. Dans l'Eglise elle-même, ce fut un choc dans l'aile droite et un frémissement dans l'aile gauche — toutes deux plus longues que certains le pensent... — quand ces réflexions amenèrent des institutions chrétiennes parmi les plus riches à retirer leurs capitaux d'entreprises particulièrement injustes et exploiteuses. Et ce fut un tintamarre, preuve que le coup avait été bien visé, quand le Conseil œcuménique, réuni à Addis-Abeba le 10 janvier 1971, décida de soutenir financièrement les mouvements de libération politique et raciale.

Cette prise de position fracassante en faveur, entre autres, des organisations qui luttent pour la Guinée Bissau et l'Angola, montre clairement les dimensions politiques et sociales de la préoccupation des chrétiens. Nous n'en sommes plus à penser qu'une aide économique localisée et la coopération d'individus qualifiés puisse suffire à influencer le développement d'un pays de façon majeure. Nous croyons que l'enseignement de notre Seigneur dépasse la morale individuelle et familiale et implique la recherche d'une éthique sociale au niveau des grandes entreprises et des gouvernements. L'amélioration des conditions de vie est à ce prix.

Depuis une douzaine d'années, le développement est considéré par beaucoup de gens comme le salut de l'humanité. Le Salut, avec un grand S. Après les idéologies et les paroles dont on se fatiguait, on a cru retrouver le dynamisme du début du siècle, ce mythe du progrès capable de remplacer le vieux christianisme par la volonté, la bienveillance et l'équilibre humain. A la croissance démographique, dont on faisait un spectre démoniaque parce qu'elle menaçait certains pays riches, et les privilèges de certaines couches sociales, on a depuis lors opposé le développement économique et technologique dont on a cru — dont on croit encore — qu'il peut la battre de vitesse. Le développement a pris les allures d'une nouvelle foi, une foi sécularisée et matérialiste, mais une foi quand même.

Seuls certains philosophes perspicaces, certains chrétiens qu'on dit moroses parce qu'ils sont conscients, essaient d'attirer l'attention des foules et des gouvernements sur le danger que recèle le mythe du dévelop-

pement. La « société de consommation », idéal des pays pauvres, en Europe occidentale réalité ou presque, exerce une emprise aliénante, une emprise esclavagiste sur ceux-là mêmes qui croient avoir par elle atteint la libération.

En 1972, deux documents ont publiquement mis en doute la nouvelle religion, le dogme que les économistes de tous bords et les hommes politiques de toutes couleurs tenaient pour inébranlable : celui d'un progrès quantitatif, « Halte à la croissance », étude du plus prestigieux institut technologique des Etats-Unis, et les pages retentissantes que le président des Communautés européennes reçut de S. Mansholt, ont claqué comme des coups de semonce devant un cargo de traite. Ces documents ont soulevé des objections légitimes chez les scientifiques, et provoqué l'indignation bruyante de tous ceux qui prêchent le nouveau dogme — et dont il serait intéressant d'étudier s'ils n'en profitent pas de façon très concrète. Mais ces textes, dans la meilleure ligne chrétienne, ont réussi à secouer les gens qui réfléchissent, et leur ont posé les grandes questions qui nous viennent de Moïse, d'Amos et de saint Paul :

— Le développement que vous poursuivez recherche-t-il le bien d'autrui et la justice sociale ?

— Va-t-il libérer les hommes et augmenter leur joie de vivre ?

— Fera-t-il de nous les êtres proches de l'image de l'amour de Dieu que nous sommes appelés à devenir ?

Questions théologiques ? Ce sont des questions qui donnent un sens à notre vie, qui nous distinguent des animaux bons pour l'abattoir.

Je suis bien incapable de juger si l'analyse du Massachusetts Institute of Technology est correcte. J'appartiens à ce « grand public » bercé par l'euphorie du progrès, mais troublé, parce que chrétien, par quelques symptômes à expliquer. L'industrie chimique fait-elle du bien en fabricant des médicaments, ou du mal en polluant les rivières ? Les grands avions salissent-ils plus d'air que les forêts n'en purifient ? Nos ouvriers sont-ils plus harcelés par le rythme du travail que ne l'étaient les esclaves dans les plantations ? Nos prisons ont-elles plus de détenus que celles des Romains ? C'est probable. Alors, où est le développement ?

Maintenant, il faut une autre solution : « Croissance zéro », disent les artistes du slogan. Peut-être. « Assez de quantité, c'est la qualité de la vie qu'il faut ». Oui, bien-sûr. « L'être vaut mieux que l'avoir ». Certes.

Ce nouveau langage est inacceptable pour un économiste et un agronome. Il n'est pas étranger, ni surprenant, pour un chrétien. Nous devons pourtant remarquer, à notre chagrin, qu'il n'a guère été utilisé dans les

milieux chrétiens, lesquels ont abondé dans le sens du développement quantitatif, surtout en Afrique. Ce nouveau langage, et cette mise en valeur de la qualité de vie, pourtant, par certains aspects, se rapprochent même plus de notre non-matérialisme que l'idée d'un progrès humain acquis par la technique et la richesse.

Mais que ce ne soient pas, une fois de plus, les sociétés pauvres et les pays d'Afrique, qui fassent les frais de ce programme comme des précédents...

Pierre Vittoz  
Editions CLE

**This article is Copyright and Distributed under the following license**



**Attribution-NonCommercial-ShareAlike  
CC BY-NC-SA**

This license lets others remix, tweak, and build upon your work non-commercially, as long as they credit you and license their new creations under the identical terms.

[View License Deed](#) | [View Legal Code](#)

**Cet article est protégé par le droit  
d'auteur et distribué sous la licence  
suivante**



**Attribution - Pas d'Utilisation  
Commerciale - Partage dans les Mêmes  
Conditions CC BY-NC-SA**

Cette licence permet aux autres de remixier, arranger, et adapter votre œuvre à des fins non commerciales tant qu'on vous crédite en citant votre nom et que les nouvelles œuvres sont diffusées selon les mêmes conditions.

[Voir le Résumé Explicatif](#) | [Voir le Code Juridique](#)

### **Copyright and Take Down notice**

The digitized version of Abbia seeks to honour the original intentions of the paper publication. We continue to publish under the patronage of the Ministry of Arts and Culture: permission for this was given by the minister of Arts and Culture on 9 August 2019 Ref 1752/L/MINAC/SG/DLL/.. It has not proved possible to track down the surviving authors so we are making the material available under a more restrictive noncommercial CC license. We have setup a takedown policy to accommodate this. More details are available from [here](#).

La version numérisée d'Abbia vise à honorer les intentions originales de la publication sur papier. Nous continuons à publier sous le patronage du Ministère des Arts et de la Culture: permission a été donné par le ministre le 9 August 2019 Ref 1752/L/MINAC/SG/DLL/. Il n'a pas été possible de retrouver les auteurs survivants, c'est pourquoi nous rendons le matériel disponible sous une licence CC non commerciale plus restrictive. Nous avons mis en place une politique de démantèlement pour y faire face. Plus de détails sont disponibles [ici](#).